

Samir Amin : "Le système mondial est en grande partie responsable des échecs africains"



C.Champin/RFI

Par **Christophe Champin**

Samir Amin, 79 ans, n'a rien perdu de sa fougue militante. Tête pensante du Tiers mondisme, proche de certains des pères des indépendances, comme Modibo Keita, auteur d'une cinquantaine d'ouvrages politiques et économiques, il traque le capitalisme et l'impérialisme international sous toutes leurs formes. Interrogé par Christophe Champin (RFI), il dresse le bilan de 50 ans de relations entre les États africains et le reste du monde.

R.F.I.: Faites-vous partie de ces pessimistes qui disent que les cinq décennies de l'indépendance sont cinq décennies perdues ?

Samir Amin : Je ne suis pas pessimiste et je ne pense pas que ce sont cinq décennies perdues. Je reste extrêmement critique, extrêmement sévère à l'égard des États africains, des gouvernements, des classes dirigeantes, mais je suis encore plus critique à l'égard du système mondial qui est responsable, en grande partie, des échecs africains. Vous savez la colonisation que l'on vante aujourd'hui a été une catastrophe historique. Au sortir de la colonisation, au Congo belge, il y avait neuf Congolais qui avaient effectué des études supérieures. Après 30 ans du régime de Mobutu, l'un des régimes les plus ignobles qu'on ait eu dans l'histoire, ce chiffre se compte par centaines de mille. Autrement dit, le pire régime africain a fait trois mille, cinq mille fois mieux que la belle colonisation belge. Il faut rappeler ces choses.

R.F.I. : Quand vous pointez du doigt le système mondial qui a mené en partie le continent africain là où il est aujourd'hui... que reprochez-vous particulièrement à ce système mondial ?

S.A. : Au moment des indépendances africaines, l'Afrique était, et reste encore aujourd'hui, le «ventre mou», la partie la plus vulnérable du système mondial. Et une partie vulnérable du système mondial est condamnée par la logique même de ce système à être surexploitée. La surexploitation en Afrique, c'est principalement le pillage des ressources naturelles du continent. C'est-à-dire que l'Afrique est utile pour le système mondial dans la mesure où elle est une source de richesses naturelles assez fabuleuses. L'Afrique utile, c'est l'Afrique sans les Africains. Les peuples africains pour le système mondial sont de trop. Ils ne font pas partie de cette frange des travailleurs, sauf les émigrés bien entendu, que l'on surexploite. Ce qui est intéressant pour l'impérialisme, pour l'appeler par son nom contemporain, ce sont les ressources naturelles de l'Afrique. Et pourquoi l'Afrique est vulnérable ? Parce que précisément, après avoir reconquis son indépendance, les pays africains ne se sont pas engagés suffisamment, pas engagés du tout même, dans la voie d'une industrialisation accélérée. Je dis le contraire de ce que l'on dit généralement : l'industrialisation, c'est pour plus tard. L'Afrique n'est pas mûre pour l'industrialisation.

On disait ça de la Chine il y a cinquante ans. On disait ça de la Corée du Sud. Ce sont précisément les pays qui se sont industrialisés, rentrés dans l'industrialisation, d'une façon décidée, qui sont aujourd'hui les pays émergents. Alors l'Afrique a pris cinquante ans de retard. Dans ces cinquante ans de retard, il y a une part importante de responsabilité des classes dirigeantes. Mais la faiblesse même de ces classes dirigeantes, le fait qu'elles aient accepté de se situer dans le statut d'État client de l'Occident ne réduit pas la responsabilité des pays occidentaux.

R.F.I. : Est-ce qu'il n'y a pas aussi le risque de placer systématiquement ces pays en position de victime. Les dirigeants aujourd'hui sont acteurs sur le continent africain.

S.A. : Bien sûr qu'ils sont acteurs ! Ce sont les alliés subalternes dans le système mondial, donc ils ont autant de responsabilité que leur patron. Mais leur patron a autant de responsabilité qu'eux. Prenons une question banale, celle de la corruption parce que tout le monde parle de la corruption et c'est vrai une bonne partie des politiciens africains sont corrompus à l'extrême. Mais ceux qui les corrompent ne sont pas moins responsables.

Ecoutez l'interview de Samir Amin



03/03/2010

par Christophe Champin

Je ne suis pas pessimiste et je ne pense pas que ce sont cinq décennies perdues.

R.F.I. : Revenons à l'histoire.1960, année d'indépendance pour de nombreux pays africains. Certains évidemment ont acquis leur indépendance plus tôt, mais l'année 1960 est une année importante pour beaucoup de pays francophones et certains pays anglophones. Où êtes-vous précisément à cette époque-là ?

S.A. : Je suis précisément en Afrique. J'avais été en Égypte, dans mon pays, entre 1957 et 1960. En septembre 1960, je suis allé à Bamako. Je crois que c'était le jour même de la proclamation de l'indépendance du pays, ou c'était le lendemain. Donc dès le départ, j'avais fait le choix de mettre mes compétences modestes au service du développement de l'Afrique nouvelle, de l'Afrique indépendante.

R.F.I. : Comment avez-vous vécu ce jour de l'indépendance ?

S.A. : Je l'ai vécu avec beaucoup d'enthousiasme et avec beaucoup d'attente. Enfin, ces pays ayant reconquis leur indépendance allaient pouvoir s'engager dans un développement digne de ce nom, c'est-à-dire rapide, à marche forcée, mais également juste, bénéficiant à l'ensemble du peuple, aux classes populaires. J'ai choisi d'aller au Mali pas par hasard. C'est parce que le gouvernement malien, le parti qui s'appelait l'Union soudanaise à l'époque, avait fait des choix radicaux c'est-à-dire un choix d'indépendance, un choix d'indépendance pas rhétorique mais d'indépendance réelle, en se battant sur le terrain pour obtenir la marge de manœuvre la plus large possible et, l'histoire de ce parti en faisait un parti qui était très largement à l'écoute des masses populaires, notamment de la paysannerie. Beaucoup de conditions étaient réunies pour un bon départ. Et le départ n'a pas été mauvais, mais le pays restait extrêmement vulnérable non pas seulement pour des raisons géographiques : un très grand pays à l'époque très peu peuplé (il y avait 4 millions d'habitants à peine), avec des frontières énormes et incontrôlables, sans accès à la mer, donc toute sorte de raisons de vulnérabilité.

La dérive est venue rapidement. Dans cette dérive les classes dirigeantes locales ont une responsabilité particulière parce qu'elles s'étaient créé une marge de manœuvre et elles

ne l'ont pas utilisée de la meilleure manière. La dérive vers le pouvoir, je ne dirais pas personnel, mais le pouvoir d'une élite et d'une minorité, y compris le pouvoir personnel a été très rapide.

R.F.I. : Il y a d'autres pays qui avaient fait un choix : la Guinée ou le Ghana prônaient une certaine indépendance économique notamment vis-à-vis des anciens colonisateurs. Est-ce qu'à l'époque, en observant ces pays, vous perceviez tous les problèmes qui allaient survenir dans les années 70-80 ?

S.A. : Oui et non. Je n'aurais pas l'outrecuidance de dire que j'avais tout prévu, mais j'ai vu assez rapidement les difficultés et les dérives possibles et qui se sont avérées de véritables dérives, celle du Mali, mais également celle du Ghana. J'ai été au Ghana et le Ghana m'a toujours fait une assez bonne impression c'est-à-dire, en dépit des dérives, une capacité de se ressaisir, ce qui a été le cas, avec des hauts et des bas, bien entendu. La Guinée qui m'a donné dès le départ une impression déplorable, c'est-à-dire l'impression d'un gouvernement et particulièrement d'un président, extrêmement autoritaire, Sékou Touré, qui était un bon politicien au sens où il savait manœuvrer, il savait parfois faire les concessions qu'il fallait ou des choses de ce genre, il savait parfois négocier au plan international, mais il n'avait aucune culture politique, aucune vision des véritables difficultés et des exigences d'un développement.

Le minimum pour un développement exige, exigeait et exige toujours, une certaine démocratie pas au sens du blueprint («modèle», en français), de la recette toute faite comme celle du multipartisme et des élections qui seront dans la plupart des cas tout à fait bidons - pas seulement dans les conditions de l'Afrique, également ailleurs, y compris en Europe, puisqu'on peut voter comme on veut en Europe et le résultat est comme si on n'avait pas voté (rires) - mais au sens de la prise en considération de la dimension sociale, c'est-à-dire d'une démocratie associée au progrès social, et non dissocié du progrès social, a fortiori associé à une régression sociale comme c'est le cas à l'heure actuelle quand il y a quelques éléments de démocratie.

R.F.I.: Concevez-vous l'échec des politiques qui ont été menées dans ces pays comme un échec des idées que vous avez défendues ou de l'application de ces idées ?

S.A. : L'argument qui consiste à dire «les idées étaient bonnes mais leur application a été mauvaise» n'est pas mon genre de raisonnement. Si l'application a été mauvaise, c'est

que les idées n'étaient pas parfaites. Je ne dirais pas qu'elles étaient mauvaises. On peut penser que les grands principes choisis par un certain nombre de pays africains au lendemain des indépendances étaient des principes corrects, mais ça ne suffit pas. Il faut aller plus loin. Il faut traduire ces principes en sous-principes, je dirais en méthodes d'action et là, on a vu très rapidement les contradictions apparaître.

ECOUTEZ
Médias d'Afrique de A. Foka
(4/3/2010)
Didier Acouetey
président du cabinet Africsearch
questionné par les journalistes africains

R.F.I. : L'Afrique a-t-elle une place dans la mondialisation... que vous critiquez, par ailleurs ?

S.A. : L'Afrique doit trouver sa place. Si elle le doit, elle le peut. Mais c'est un peu théorique. Dans le court terme, l'Afrique reste extrêmement vulnérable. Et comme je le disais, dans l'avenir visible, l'Afrique reste pour le monde entier, particulièrement pour les puissances développées du capitalisme, une source de matières premières : que ce soient les hydrocarbures, que ce soit l'uranium, que ce soient les minéraux rares, les métaux rares (ça c'est très important pour l'avenir), ou que ce soient les terres agricoles ouvertes maintenant à l'expansion de l'agri-business occidental, chinois, brésilien et autre, que ce soit demain le soleil et donc l'électricité lorsqu'elle pourra être transférée sur de longues distances, et que ce soit l'eau. Le capital international s'intéresse exclusivement à ces opportunités. Pour le capital international, l'Afrique, les Africains n'existent pas. Le continent africain est un continent géographique plein de ressources. Point. Et c'est contre cette idée que l'Afrique doit s'organiser pour non pas seulement refuser de se soumettre à ce pillage, mais utiliser ces ressources naturelles pour son propre développement.

R.F.I. : Après les indépendances, différents chefs d'Etat ont tenté de mettre en place des méthodes de développement dit autocentré ou plus indépendant des anciens colonisateurs : Julius Nyerere en Tanzanie, Kwame Nkrumah au Ghana... Ces modèles ne sont pas parvenus à leurs buts. Aujourd'hui, on est dans cette période du tout capitalisme mondialisé. Que faire en fait ?

S.A. : Ces moyens et ces politiques ne sont pas parvenus à leurs buts, c'est vrai, Mais les autres non plus. On a vanté beaucoup à l'époque le choix de Houphouët-Boigny et le

choix de l'ouverture non régulée et incontrôlée de la Côte d'Ivoire. Et où en est la Côte d'Ivoire aujourd'hui ? Je crois que sa situation est bien pire que celle du Ghana, c'est-à-dire que malgré tout, l'héritage, la partie positive de ce que Nkrumah avait fait, c'est pour cette raison que le Ghana est dans une moins mauvaise situation aujourd'hui qu'un pays voisin et très comparable par ses richesses et par son type d'agriculture, de richesses naturelles, par sa taille, qu'est la Côte d'Ivoire.

R.F.I. : Quelle est aujourd'hui la marge de manœuvre des États africains pour trouver une voie médiane ?

S.A. : Cette marge de manœuvre est en train de renaître précisément par le succès des pays dits émergents : la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays moins importants comme la Corée du Sud, ou en Afrique même, l'Afrique du Sud (c'est le seul). Ces pays sont déjà en conflit avec les pays de l'Occident. On l'a vu à l'occasion de la visite d'Obama à Pékin et dans les suites de cette visite. Et ce conflit qui n'est pas seulement un conflit pour l'accès aux ressources naturelles mais aussi pour l'accès au marché, l'accès au financement, va aller en s'aggravant. Ce conflit constitue également une garantie contre la poursuite du projet de contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis de contrôle militaire de la planète qui est bien malade maintenant, ne soit pas poursuivi. Même s'il y a beaucoup de bémols à mettre, ces pays émergents comprendront qu'ils ont intérêt à contribuer à la renaissance, à la reconstitution (il n'y a pas de reconstitution en histoire) de quelque chose comme **Bandoeng**, c'est-à-dire je n'irai pas jusqu'à dire un front commun mais une alliance très large même avec les pays les plus vulnérables, avec les pays du continent africain, de façon à se renforcer collectivement et à imposer un recul des ambitions occidentales et le pillage du continent.

R.F.I. : Beaucoup de pays africains se tournent vers la Chine, vers l'Inde, parfois comme si c'était une planche de salut pour sortir de leur situation. N'est-ce pas une erreur ? La solution... ne serait-elle pas plutôt de savoir jouer avec les différents partenaires ?

S.A. : Jouer avec les partenaires est un jeu dangereux. À l'époque de Bandoeng, bien des pays y compris l'Égypte nassérienne, ont voulu jouer du conflit entre les États-Unis et l'Union soviétique : jouant la carte soviétique de temps en temps, la carte américaine à un autre moment. Ils ont perdu sur les deux tableaux. Je crois qu'aujourd'hui, un pays qui engagerait... une diplomatie disons, active, qui s'engagerait à jouer une carte chinoise un jour et une carte américaine le lendemain serait également vouée à l'échec. Je crois qu'il

faut au contraire travailler à reconstituer cette ligne des 77 (les 77 sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui et le groupe des 77 s'appelle « 77 + Chine » aux Nations unies). Les Chinois proposent à beaucoup de pays africains ce que l'Occident ne propose pas: la construction d'une gigantesque infrastructure qui est l'une des conditions d'un développement possible, d'un développement industriel, d'un développement digne de ce nom, qui ne soit pas simplement quelques produits agricoles d'exportation dans des conditions misérables, mais des infrastructures de transport, des chemins de fer, des routes, ... Après tout, la seule grande construction de chemins de fer dans l'histoire moderne de l'Afrique après les indépendances a été le **Tanzam** qui a été fait par les Chinois. Maintenant, il n'est pas impossible hélas que dans la course aux ressources naturelles, les Chinois et les Brésiliens et les autres ne se comportent pas très différemment, d'une façon très différente des Occidentaux.

R.F.I. : L'Afrique ne risque-t-elle pas de se retrouver dans la même configuration mais avec des partenaires différents ?

S.A. : Non, je ne crois pas. Parce que les partenaires sont différents. Le partenaire chinois et le partenaire brésilien ne sont pas dans la situation des États-Unis ou de l'Europe. D'abord, ils n'ont pas un projet de contrôle militaire de la planète comme les États-Unis. Si les États-Unis ont un projet de contrôle militaire de la planète, hélas l'Europe suit. L'Europe, c'est l'Otan et l'Otan, ce n'est rien d'autre que les alliés subalternes des États-Unis. Ni la Chine, ni l'Inde, ni le Brésil, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur la nature des classes dirigeantes et la nature des choix de développement économique et social de ces pays, ne sont pas dans la même position.

R.F.I. : Beaucoup d'observateurs parlent d'une période historique qui serait dans une sorte de seconde indépendance de l'Afrique, notamment pour l'Afrique francophone. Qu'en pensez-vous ?

S.A. : Ce sont des grands mots. Nous sommes dans une deuxième vague. Elle peut être meilleure ou elle peut être pire que la première - dans l'histoire c'est toujours ouvert -. L'Afrique avait commencé pas si mal en dépit du titre du livre de René Dumont, *l'Afrique noire est mal partie*. Elle était mal partie sur certains points, sur certains plans, et René Dumont avait raison sur ce point, en ce qui concerne l'agriculture. Mais l'Afrique qui n'était pas tellement mal partie en 1960 s'est enlisée très rapidement et je souhaite que ce qui s'annonce soit une deuxième vague d'indépendance, si on l'appelle ainsi, du continent africain.

